

BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR

BANQUE

ÉPREUVE FACULTATIVE : CERTIFICATION PROFESSIONNELLE

SESSION 2012

Durée : 3 heures

Aucun document ou matériel n'est autorisé.

Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.

Le sujet comporte 13 pages.

BTS BANQUE		Session 2012
Certification professionnelle	BQEFCP	Page 1 sur 13

Recommandations importantes aux candidats :

- Vous disposez d'un sujet comportant 100 questions à réponse unique, numérotées de 1 à 100 et d'une grille-réponse personnalisée sur laquelle vous reporterez les réponses aux questions posées par le sujet.

Les sujets sont conservés par les candidats, seules les grilles-réponses sont remises aux surveillants de salles à la fin de l'épreuve.

- Vous disposez d'une grille individuelle pour reporter vos réponses. Il convient, sur cette grille, de cocher à l'aide d'une croix la case correspondant la réponse à chaque question, en veillant à bien centrer la croix sur la case comme indiqué ci-dessous, sans dépasser le contour de la case.

A	B	C	D
<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Veillez à compléter proprement votre grille de réponses à l'aide d'un stylo à bille de couleur noire. Toute grille raturée ou non proprement remplie ne pourra pas être corrigée dans sa totalité.

Aucune autre grille ne vous sera distribuée, il est donc conseillé de travailler d'abord au crayon à papier avant de reporter définitivement les croix au stylo à bille noire sur la grille.

- Pour chaque question, une seule réponse est exacte. Vous ne devez donc retenir qu'**une seule proposition de réponse**. Si vous cochez plus d'une proposition, votre réponse sera considérée comme nulle. Les QRU (Questions à Réponse Unique) ont deux formes :

>> Question à 2 propositions, une seule réponse étant juste.

Exemple : Le bilan d'une société se compose de l'Actif et du Passif

A. Vrai

B. Faux

Il convient de cocher la réponse A « Vrai »

>> Question à 3 propositions, une seule réponse étant juste.

Exemple 1 : A l'actif du bilan d'une société il y a :

A. les capitaux propres

B. les immobilisations

C. les dettes à long terme

Il convient de cocher la réponse B « les immobilisations »

Question 1 Quel est le rôle de la Banque de France (BDF) ?

- a) Appliquer, en France, la politique monétaire de la Banque centrale européenne
- b) Contribuer à la régulation des marchés financiers
- c) Veiller aux conditions de réalisation des opérations de règlement/livraison de titres

Question 2 L'Autorité des marchés financiers (AMF) est chargée de délivrer l'agrément :

- a) des établissements de crédit
- b) des établissements de paiement
- c) des sociétés de gestion de portefeuille

Question 3 Comment appelle-t-on le passeport qui permet aux Prestataires de services d'investissement (PSI) d'exercer librement leurs activités dans tous les États membres de l'Union européenne ?

- a) Passeport national
- b) Passeport international
- c) Passeport européen

Question 4 Le comité de Bâle a pour objectif essentiel de :

- a) faciliter la coopération entre les régulateurs afin de lutter contre le crime financier
- b) promouvoir l'harmonisation internationale dans le domaine du contrôle prudentiel bancaire
- c) renforcer la régulation des coordinateurs de marchés de valeurs mobilières européens

Question 5 Comment s'appelle l'organisme qui assure toutes les activités de chambre de compensation des marchés d'EURONEXT ?

- a) OICV
- b) LCH CLEARNET
- c) EUROCLEAR

Question 6 Un conseiller en investissements financiers peut cumuler d'autres statuts tels que : agent immobilier, démarcheur bancaire ou courtier en assurance

- a) VRAI
- b) FAUX

Question 7 Quel taux fait partie des taux directeurs de la Banque centrale européenne ?

- a) Le taux OAT
- b) Le taux des opérations principales de refinancement ou REFI
- c) L'Euribor

Question 8 Le Système européen des banques centrales (SEBC) est composé de :

- a) la Banque centrale européenne et les seules Banques centrales nationales des États ayant adopté l'euro
- b) la Banque centrale européenne et les vingt-sept Banques centrales nationales des États membres de l'Union européenne
- c) l'Autorité européenne des marchés financiers et la Banque centrale européenne

Question 9 Le banquier peut être poursuivi pour délit de violation du secret professionnel si :

- a) il communique à un journaliste le nom d'un de ses clients sans y avoir été autorisé
- b) il incite le client à modifier les bénéficiaires d'une assurance-vie
- c) il refuse de communiquer l'existence et le contenu d'une déclaration de soupçon à la police

Question 10 Sur simple demande, un client peut obtenir du PSI les renseignements relatifs aux déclarations d'opérations suspectes dont il a fait l'objet.

- a) VRAI
- b) FAUX

Question 11 Les pratiques commerciales trompeuses sont sanctionnées pénalement pour protéger avant tout :

- a) les organismes financiers
- b) les clients des prestataires de services d'investissement
- c) les marchés

Question 12 Comment se nomme le texte européen d'origine qui définit les règles strictes d'organisation de bonne conduite pour protéger les clients (investisseurs) ?

- a) Le code monétaire et financier
- b) Le règlement général de l'AMF
- c) La directive sur les Marchés d'instruments financiers (MIF)

Question 13 Parmi ces activités, laquelle est un service d'investissement ?

- a) La commercialisation d'un compte sur livret
- b) L'analyse financière
- c) La négociation pour compte propre

Question 14 Quels PSI doivent obtenir l'agrément de l'AMF pour exercer leur activité ?

- a) Les entreprises d'investissement qui n'ont pas le statut de société de gestion
- b) Les sociétés de gestion de portefeuille pour compte de tiers
- c) Les établissements de crédit

Question 15 Dans un établissement de crédit, la fonction de "conformité" consiste à traiter les réclamations des clients.

- a) VRAI
- b) FAUX

Question 16 Par rapport à quel risque la notion de « conformité » se définit-elle ?

- a) Au risque de non respect de la réglementation
- b) Au risque de change
- c) Au risque de contrepartie

Question 17 Pour un PSI, en matière de « conformité », quel est le champ d'intervention ?

- a) Tous les secteurs d'activité du PSI
- b) La supervision de certaines opérations comptables
- c) Les opérations des salles de marché

Question 18 Entre quelles personnes, notamment, les « murailles de Chine » préviennent-elles la circulation indue d'informations privilégiées ?

- a) Les analystes financiers actions et les négociateurs
- b) Les négociateurs et les vendeurs d'instruments financiers
- c) Les collaborateurs conseillant et finançant les sociétés cotées et les analystes financiers actions

Question 19 Quelles personnes figurent sur les listes d'initiés ?

- a) Tous les collaborateurs
- b) Exclusivement les analystes financiers actions
- c) Uniquement les "personnes concernées"

Question 20 Un gérant de portefeuille, qui, pour la gestion de ses actifs personnels, a confié un mandat de gestion à une autre société de gestion, est-il :

- a) soumis aux mêmes obligations qu'un gérant de portefeuille qui n'aurait pas confié la gestion de son portefeuille personnel à un tiers
- b) dispensé de l'obligation de déclarer sans délai à son employeur les transactions personnelles réalisées dans le cadre de ce mandat
- c) en faute car la détention d'un portefeuille d'instruments financiers à titre personnel est rigoureusement interdite aux gérants de portefeuilles

Question 21 Que doit faire un établissement de crédit lorsqu'un client adresse une réclamation écrite ?

- a) Traiter la réclamation selon le dispositif prévu dans l'établissement
- b) Ne pas répondre si elle n'est pas fondée
- c) Lui conseiller de s'adresser au médiateur de la République

Question 22 Une réclamation d'un client d'un PSI est-elle ?

- a) Obligatoirement transmise par le PSI à son médiateur
- b) Traitée en interne dans un premier temps
- c) Communiquée immédiatement à l'association professionnelle de référence

Question 23 La désignation d'un médiateur par les organismes financiers est-elle ?

- a) Facultative
- b) A l'initiative de l'AMF
- c) Obligatoire

Question 24 Quels sont les termes utilisés par le code pénal pour caractériser les étapes d'une opération de blanchiment ?

- a) Le placement, la dissimulation, la restitution
- b) Le prélavage, le lavage, l'essorage
- c) Le placement, la dissimulation, la conversion

Question 25 Quelles sanctions s'appliquent en cas de divulgation de l'existence et/ou du contenu d'une déclaration de soupçon au client concerné ?

- a) une amende pour le collaborateur concerné
- b) une peine d'emprisonnement pour le collaborateur concerné
- c) une amende pour l'organisme financier auquel appartient le collaborateur

Question 26 Au-delà de quel montant un commerçant doit-il refuser le paiement en espèces effectué directement par un particulier résident en France ?

- a) 1.000 euros
- b) 3.000 euros
- c) 8.000 euros

Question 27 Les personnes assujetties aux obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme sont :

- a) uniquement les établissements de crédit
- b) les établissements de crédit et les conseillers en investissements financiers
- c) les établissements de crédit, les sociétés d'assurance et les conseillers en investissements financiers

Question 28 Qu'est-ce qu'une information privilégiée ?

- a) Une information à caractère précis qui n'a pas été rendue publique et qui, si elle l'était, serait susceptible d'influencer les marchés financiers
- b) Une information rendue publique qui serait susceptible d'influencer les marchés financiers
- c) Une information à caractère précis qui n'a pas été rendue publique

Question 29 Auprès de qui est effectuée la déclaration de soupçon d'abus de marché ?

- a) L'AMF
- b) La Banque de France
- c) EURONEXT

Question 30 Un Conseiller en investissements financiers (CIF) peut-il faire du démarchage bancaire et financier ?

- a) Oui, le démarchage sur tous produits ou services financiers lui est autorisé de par son statut de CIF
- b) Oui, mais uniquement pour la fourniture d'une prestation de conseil en investissement
- c) Non, le statut de CIF est incompatible avec le démarchage bancaire et financier

Question 31 Le fichier des démarcheurs bancaires et financiers :

- a) est un fichier dont l'accès est réservé aux seuls établissements financiers
- b) recense les plaintes des consommateurs qui ont été abusés par les démarcheurs indécents
- c) est un fichier tenu par la Banque de France qui recense l'ensemble des démarcheurs employés par les établissements habilités ou leurs mandataires

Question 32 La détention d'une carte de démarchage est-elle nécessaire pour vendre un produit financier à un client se présentant au guichet d'une banque ?

- a) Oui toujours
- b) Non
- c) Oui mais uniquement s'il s'agit d'un nouveau client

Question 33 Que pouvez-vous affirmer concernant l'obligation de connaître son client ?

- a) Elle s'est imposée en France pour l'identification fiscale des clients
- b) Elle consiste à effectuer les diligences requises par la réglementation permettant notamment de recueillir les informations relatives à l'objet et à la nature de la relation d'affaires
- c) Elle consiste à recueillir auprès des organismes sociaux des informations familiales concernant le client

Question 34 A quelle occasion les "personnes concernées" sont-elles soumises à des règles particulières ?

- a) Lors de la catégorisation de la clientèle
- b) Lors de transactions personnelles
- c) Lors de la recherche d'informations relatives à la nécessité de connaître son client

Question 35 Qu'est ce que la catégorisation des clients ?

- a) Une procédure d'évaluation des clients
- b) Une procédure décrivant les modalités de classement des clients dans les 3 catégories
- c) Une procédure marketing

Question 36 Dans quelles catégories le PSI doit-il classer ses clients ?

- a) Les clients institutionnels, les clients personnes morales non institutionnelles, les clients personnes physiques
- b) Les PSI, la clientèle financière non PSI, la clientèle non financière
- c) Les clients professionnels, les clients non professionnels, les contreparties éligibles

Question 37 Qu'implique, au plan réglementaire, la mise à jour du dossier du client ?

- a) De mentionner au fil de l'eau les contacts avec le client et les résultats obtenus
- b) De s'assurer de la conformité du dossier-client et de l'actualisation de son profil investisseur
- c) De mettre à jour les données tarifaires au regard des opérations réalisées et définir la rentabilité de la relation

Question 38 Quel est l'objectif de la réglementation concernant le profil investisseur du client ?

- a) Conseiller le client à bon escient sur ses investissements financiers
- b) Élargir la gamme de services qui peuvent être offerts au client à travers la connaissance de sa situation financière
- c) Protéger la banque contre la mauvaise foi de certains clients

Question 39 Pour quelles raisons, est-il demandé au client de préciser sa situation financière dans le questionnaire "profil investisseur" ?

- a) Afin de répondre à la demande de l'administration fiscale
- b) Afin que le conseil au client tienne compte de la répartition de son patrimoine
- c) Pour vérifier sa qualité de résident ou de non résident

Question 40 A quelles obligations doivent répondre les communications à caractère promotionnel portant sur des services ou produits financiers ?

- a) Comporter toutes les informations nécessaires à une décision d'investissement
- b) Recevoir l'accord de l'AMF préalablement à toute utilisation ou communication aux clients ou clients potentiels
- c) Adopter un format préconisé par les associations professionnelles

Question 41 Quelle indication doit figurer sur la convention de service d'investissement établie entre un prestataire et son client ?

- a) La qualité éventuellement de personne politiquement exposée
- b) Les obligations de performance à la charge du PSI
- c) La durée de validité de la convention

Question 42 Quelle caractéristique doit avoir l'information promotionnelle relative aux instruments financiers que le PSI propose à ses clients ?

- a) Etre confidentielle par rapport à l'AMF
- b) Etre entièrement libre car il s'agit de promotion
- c) Etre compatible avec les informations légales que le PSI doit fournir à ses clients

Question 43 Que doit faire le PSI à l'égard de son client, concernant les coûts et les frais liés à une opération ?

- a) Il ne doit pas détailler la base de calcul du prix total
- b) Il n'a pas à tenir compte de la catégorie de son client
- c) Il doit détailler les frais (commission, taxes...) pour un client non professionnel

Question 44 Face à un client classé « professionnel » de quoi doit s'assurer le PSI lorsqu'il lui fournit un conseil d'investissement ?

- a) Que le client possède une expérience suffisante en tant que professionnel
- b) Que le client comprend la nature des risques spécifiques aux opérations concernées
- c) Qu'il a recueilli les informations sur les objectifs d'investissement du client

Question 45 « Servir au mieux l'intérêt du client » repose sur quelle obligation ?

- a) Une obligation de moyens
- b) Une obligation de résultat
- c) Une obligation de performance

Question 46 Que se passe-t-il en cas de contestation du client ?

- a) Le client doit prouver que le PSI avait une obligation de meilleur conseil à son égard
- b) Le PSI doit prouver qu'il a accompli toutes ses diligences au profit de son client
- c) Le PSI n'a pas à prouver que son client a bien compris car le niveau de compréhension (du client) est difficilement quantifiable

Question 47 Que doit faire le PSI quand le client refuse de lui fournir les informations lui permettant de cerner son projet d'investissement ?

- a) S'abstenir de fournir le service d'investissement
- b) Mettre en garde le client contre les risques de contrepartie
- c) Offrir au client un délai de réflexion

Question 48 Quelle catégorie de clientèle ne bénéficie pas de l'obligation de meilleure exécution ?

- a) La catégorie "contrepartie éligible"
- b) La catégorie "client professionnel"
- c) La catégorie "client non professionnel"

Question 49 Que doit faire le PSI lorsqu'il reçoit une instruction spécifique de son client contraire à sa politique d'exécution ?

- a) Il n'est pas tenu d'en avertir le client
- b) Il est tenu d'avertir son client
- c) Il doit demander au client de modifier ses instructions

Question 50 Parmi les propositions suivantes, laquelle caractérise le respect de l'obligation de la meilleure sélection de l'intermédiaire ?

- a) Etablir et mettre en œuvre une politique de sélection des intermédiaires par type d'instruments financiers
- b) Signer des accords avec les intermédiaires prévoyant le reversement de commissions au PSI donneur d'ordre
- c) Retenir l'intermédiaire qui a les meilleurs résultats sans tenir compte du caractère professionnel ou non du client

Question 51 Dans quelle condition, notamment, doit-être prévue la commission de surperformance en matière d'OPCVM ?

- a) La surperformance correspond à une prise de risque par rapport à la stratégie d'investissement de l'OPCVM
- b) La surperformance est expressément prévue dans le prospectus de l'OPCVM
- c) La surperformance résulte d'opérations effectuées hors objectifs de gestion

Question 52 Le PSI informe le client de la tarification applicable préalablement à la fourniture du service.

- a) VRAI
- b) FAUX

Question 53 Le mandataire agit au nom et pour le compte du client (ou mandant) qui l'a désigné. Compte tenu de ce rappel, quelle est, ci-dessous, l'affirmation exacte ?

- a) Tous les actes effectués par le mandataire l'engagent personnellement et engagent également le mandant
- b) Une procuration est dite "spéciale" lorsque le mandataire est autorisé à effectuer toutes les opérations, quelles qu'elles soient, quel qu'en soit le montant
- c) Une procuration peut être accordée à toute personne

Question 54 La Commission de surendettement peut être saisie par :

- a) le juge de l'exécution
- b) le procureur
- c) le débiteur

Question 55 Les actions confèrent à leur détenteur :

- a) un titre de créance négociable
- b) un droit de propriété sur l'entreprise
- c) une fraction d'un emprunt

Question 56 Parmi les instruments financiers, une obligation est :

- a) un titre de propriété d'une partie d'une société
- b) un titre de dette
- c) une option

Question 57 Une part de fonds commun de placement FCP est :

- a) une action de société anonyme (SA)
- b) un instrument financier
- c) une part de société civile

Question 58 Combien existe-t-il de types d'actions ?

- a) Un seul type : les actions ordinaires
- b) Deux types : les actions ordinaires et les actions de préférence
- c) Trois types : les actions ordinaires, les actions de préférence et les Actions à Bons de Souscription d'Actions (ABSA)

Question 59 Le PER est :

- a) un indice boursier
- b) un produit financier
- c) un indicateur de "cherté" pour une action

Question 60 La capitalisation boursière d'une société est égale à son cours multiplié par son nombre d'actions émises.

- a) VRAI
- b) FAUX

Question 61 Les bénéfices réalisés par une société peuvent être :

- a) distribués sous forme de dividendes
- b) distribués sous forme d'actions
- c) distribués sous forme de dividendes ou d'actions ou de mise en réserve

Question 62 La valeur d'une obligation à taux fixe monte quand les taux baissent.

- a) VRAI
- b) FAUX

Question 63 Pour connaître le prix d'une obligation à taux fixe, il faut :

- a) retrancher le coupon couru du cours de l'obligation
- b) ajouter le coupon couru au cours de l'obligation et multiplier la somme par la valeur nominale
- c) multiplier le cours par la valeur nominale

Question 64 Lorsque le prix d'une obligation à taux fixe augmente, son taux de rendement actuariel :

- a) augmente
- b) diminue
- c) reste stable

Question 65 Les indices EONIA et EURIBOR sont utilisés comme référence sur des crédits à taux variable souscrits par des particuliers ou des entreprises.

- a) VRAI
- b) FAUX

Question 66 Quelle est la caractéristique commune de tous les Titres de créances négociables (TCN) ?

- a) Ils ont une durée minimale de 1 mois
- b) Ils sont uniquement à taux révisable
- c) Ils sont négociables à tout moment

Question 67 Les obligations convertibles en actions :

- a) sont émises à des taux actuariels inférieurs aux taux des obligations classiques
- b) se divisent en 2 parties au moment de leur cotation en bourse
- c) ne versent pas de coupon

Question 68 Un conseiller, avant de commercialiser un contrat d'assurance-vie à son client, doit tenir compte de :

- a) sa situation financière
- b) sa nationalité
- c) son casier judiciaire

Question 69 Un contrat d'assurance-vie investi en unités de compte :

- a) ne fait courir aucun risque financier à son souscripteur
- b) garantit les sommes investies
- c) présente un risque financier pour le souscripteur

Question 70 Les contrats financiers à terme traités sur les marchés organisés et réglementés :

- a) ne bénéficient pas des services d'une chambre de compensation
- b) bénéficient des services d'une chambre de compensation
- c) ne permettent pas de gérer le risque lié à la fluctuation des prix

Question 71 Un des placements suivants est exclu de la famille des Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM). Lequel ?

- a) Un FCPR
- b) Une SICAV
- c) Un dépôt à terme

Question 72 Le « back-office » d'une société de gestion de portefeuille a pour vocation première d'assurer la fonction :

- a) d'exécution des instructions de règlement-livraison
- b) de gestionnaire administratif et comptable
- c) de contrôleur des risques

Question 73 A propos des Organismes de placement collectif (OPC), quelle est l'affirmation juste ?

- a) Ils offrent une gestion individuelle d'investissement
- b) Aucun agrément n'est nécessaire pour les gérer
- c) Ils offrent aux investisseurs une gestion réalisée par des professionnels permettant une diversification des risques

Question 74 La valorisation des actifs détenus par l'OPCVM est de la seule responsabilité de la société de gestion.

- a) VRAI
- b) FAUX

Question 75 Quels sont les frais d'un OPCVM payés directement par l'investisseur ?

- a) Les frais de gestion
- b) La commission de souscription ou de rachat
- c) Les frais de transactions

Question 76 Un des textes listés ci-dessous ne régit pas la gestion collective, lequel ?

- a) Le code monétaire et financier
- b) Le règlement général de l'AMF
- c) Le code de commerce

Question 77 Un OPC coordonné est librement commercialisable :

- a) dans le monde entier
- b) en Europe et aux USA
- c) dans tous les pays de l'Union européenne

Question 78 La titrisation est une technique financière permettant d'effectuer la conversion de titres de créances en instruments financiers négociables.

- a) VRAI
- b) FAUX

Question 79 Parmi les affirmations suivantes, laquelle est fausse ?

- a) Les OPCVM obligataires sont sensibles au risque de taux
- b) Les OPCVM de fonds alternatifs sont corrélés à un indice de marché des actions
- c) Les OPCVM monétaires sont réputés pour être les OPCVM les moins risqués

Question 80 La gestion « Investissement socialement responsable » (ISR) est une gestion :

- a) soucieuse de considérations sociales et sociétales
- b) qui investit au sein d'associations caritatives
- c) qui consiste à prendre des positions basées sur des prévisions de modèle quantitatif

Question 81 Que signifie SMN ?

- a) Système Multilatéral de Négociation
- b) Système Multilatéral de Netting
- c) Système Monopolistique de Négociation

Question 82 NYSE Euronext est la Bourse issue de la fusion entre :

- a) New York et la Deutsche Börse
- b) New York, Paris et le LIFFE
- c) New York, Paris, Bruxelles, Amsterdam, Lisbonne et le LIFFE

Question 83 Les marchés dérivés de gré à gré offrent :

- a) une grande protection contre la défaillance de contrepartie
- b) peu de souplesse
- c) une grande souplesse mais aucune protection contre la défaillance de contrepartie

Question 84 Un ordre "au marché" est :

- a) obligatoirement un ordre avec une limite de prix
- b) prioritaire sur tout autre ordre
- c) un ordre permettant une maîtrise des prix

Question 85 Parmi les marchés suivants, quel est celui qui n'est pas réglementé ?

- a) Euronext Paris
- b) London Stock Exchange
- c) Marché libre

Question 86 Le carnet d'ordres permet de confronter l'offre et la demande sur les marchés financiers. Il a pour objectif :

- a) de fixer un prix maximum à l'achat comme à la vente, quel que soit le type d'ordre
- b) de déterminer le prix auquel on obtiendra le plus grand nombre de transactions
- c) de permettre la vente de tous les titres quel que soit le prix fixé

Question 87 Pour une entreprise de marché, l'obligation de transparence est :

- a) de publier les prix et le nombre d'instruments financiers à l'achat et à la vente
- b) d'afficher sur le site de l'AMF les noms de ses traders
- c) de publier uniquement les prix des instruments financiers à la vente

Question 88 Parmi ces différents statuts, quel est celui que peut adopter un "broker" en instruments financiers ?

- a) Négociateur sur les marchés
- b) Etablissement de crédit
- c) Société d'assurance

Question 89 En France, qui conduit l' "Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages" ?

- a) Le ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi
- b) La Banque de France
- c) L'INSEE

Question 90 En France, la fonction de dépositaire central est assurée par :

- a) SWIFT
- b) EUROCLEAR France
- c) DTCC (Depository Trust and Clearing Corporation)

Question 91 Les activités ou obligations suivantes font partie des missions de la chambre de compensation sauf une. Laquelle ?

- a) Informer les clients sur les opérations sur titres en cours
- b) Assurer la protection des clients contre les risques de défaillance des contreparties
- c) Exiger des membres de la chambre de compensation des dépôts de garantie en fonction de leurs positions et de la volatilité des marchés

Question 92 Une transaction en bourse sur un produit au Service règlement différé (SRD) est réglée par l'intermédiaire du teneur de compte conservateur :

- a) contre paiement en chèque de banque
- b) par règlement immédiat
- c) à crédit

Question 93 La diffusion des titres dans le public est assurée par un syndicat d'émission choisi par :

- a) l'AMF
- b) la société qui souhaite d'introduire
- c) les banques

Question 94 Que représente une Opération sur titres (OST) ?

- a) Un événement sur un titre financier
- b) Un événement sur un règlement
- c) une transaction boursière

Question 95 Dans le compte de résultat d'une entreprise, lequel parmi les éléments suivants fait partie des produits ?

- a) Les frais de personnel
- b) Le chiffre d'affaires
- c) Le capital social

Question 96 Dans la comptabilité d'une société, le passif représente :

- a) l'ensemble des dettes de la société
- b) l'ensemble des ressources de l'entreprise, principalement : les capitaux propres, les dettes d'exploitation ou bancaires
- c) l'ensemble des découverts bancaires

Question 97 Le visa apposé par l'AMF sur l'information établie par une société dans le cas d'une introduction en bourse :

- a) atteste que tous les éléments nécessaires pour décider de l'acquisition de titres de la société sont bien mis à la disposition du public
- b) constitue une recommandation de participer à l'opération
- c) constitue une authentification des résultats comptables et financiers présentés

Question 98 Dans le cadre de l'assurance-vie, un contribuable peut bénéficier d'un abattement de 4.600 euros (personne seule) ou 9.200 euros (pour un couple) :

- a) s'il est soumis au barème de l'impôt sur le revenu et que la durée du contrat est au moins égale à 8 ans
- b) s'il opte pour le prélèvement forfaitaire libératoire et que la durée de vie du contrat est au moins égale à 6 ans
- c) il n'existe plus d'abattement depuis le 1er janvier 2011

Question 99 Dans le cadre d'un plan d'épargne en actions (PEA), l'exonération d'impôt sur le revenu n'est acquise que si le PEA est conservé pendant au moins :

- a) 2 ans
- b) 5 ans
- c) 8 ans

Question 100 La plus-value latente réalisée par une société soumise à l'impôt sur les sociétés dans le cadre du portefeuille-titre qu'elle détient est :

- a) immédiatement prise en compte dans son résultat fiscal
- b) exonérée d'imposition
- c) constatée dans les comptes de la société sous la forme d'une provision